



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Finance *Europe* | *Investment for the Future*

Sommaire

Avant-propos...	p. 4
-----------------	------

Par Éric Lombard, *ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (France)*

Et Carlos Cuerpo Caballero, *ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Entreprise (Espagne)*

Programme	p. 8
-----------	------

Chiffres clés	p. 10
---------------	-------

Un label pour financer l'Europe : Q&A	p. 11
---------------------------------------	-------



Avant-propos d'Éric Lombard

Ministre de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique de la
France

Ces dernières années, les besoins d'investissement de notre continent n'ont cessé de croître. À l'horizon 2030, les transitions verte et numérique nécessiteront, au sein de l'Union européenne, plus de 800 milliards d'euros de financements supplémentaires chaque année. Dans un contexte géopolitique incertain, renforcer notre souveraineté et notre compétitivité en matière d'investissement n'est plus une option : c'est une nécessité.

Les Européens sont parmi les meilleurs épargnants au monde. Pourtant, aujourd'hui, les 35 000 milliards d'euros d'épargne des Européens contribue peu au financement de l'économie européenne – et ne permet pas toujours à ses détenteurs d'en tirer le meilleur rendement. Chaque année, 20 % de l'épargne de la zone euro est investie à l'étranger, tandis que les 80 % restants demeurent majoritairement placés sur des comptes bancaires à faible rendement.

Sous l'égide du Competitiveness Lab, la France, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Portugal, le Luxembourg et l'Estonie, en lien étroit avec leurs industries financières nationales, franchissent une étape décisive pour financer les entreprises européennes. Cette initiative transfrontalière vise à mobiliser les secteurs public et privé autour de cet objectif stratégique, en complément des travaux engagés à l'échelle européenne pour construire une Union de l'Épargne et de l'Investissement capable de répondre aux besoins de financement massifs de l'Union européenne.

Le label Finance Europe s'adresse à tous les acteurs de l'investissement européen de demain – du particulier jusqu'aux grands investisseurs institutionnels. Il enverra un signal clair sur ce que nous souhaitons financer, et permettra à chacun de construire un portefeuille d'investissement aligné avec ses priorités.

Le label Finance Europe est une étape capitale dans la construction d'une d'une économie européenne forte, souveraine et tournée vers l'avenir. Je lui souhaite de nombreuses années de succès !



Avant-propos de Carlos Cuerpo Caballero

Ministre de l'Économie, du Commerce et de
l'Entreprise

L'Union européenne est confrontée à des défis structurels en matière de compétitivité, qui exigent des investissements considérables ainsi qu'une intégration renforcée. Les rapports Letta et Draghi l'avaient déjà clairement souligné il y a un an et estimaient ainsi ces besoins de financement à 800 milliards d'euros. Dans un contexte international devenu encore plus incertain, les recommandations formulées dans ces deux rapports apparaissent aujourd'hui plus urgentes que jamais.

Le financement public demeure essentiel pour relever ces défis, notamment afin de garantir la fourniture de biens publics européens. La mobilisation des ressources privées est tout aussi cruciale pour atteindre collectivement nos objectifs et faire face à ces enjeux communs.

Selon la Banque centrale européenne, si les Européens adoptaient un comportement d'épargne plus proche de celui des États-Unis — en réduisant la part des dépôts bancaires — l'Union européenne pourrait libérer jusqu'à 350 milliards d'euros par an à investir. L'Union de l'épargne et de l'investissement constitue une feuille de route ambitieuse et indispensable pour exploiter ces ressources et renforcer la compétitivité de l'UE.

Nous disposons d'un plan d'action, mais nous avons également besoin d'outils de gouvernance innovants pour le concrétiser rapidement.

Le Laboratoire Européen de Compétitivité fournit un cadre de décision agile, qui concilie innovation et intégration. Dans le plein respect du droit d'initiative de la Commission, ce laboratoire adopte une approche ascendante,

reposant sur la volonté de certains États membres de jouer un rôle moteur. Il centre son action autour de solutions concrètes, qui feront l'objet d'une évaluation avant d'être mises en œuvres à plus grande échelle, dans le but d'inclure à terme l'ensemble des 27 États membres dans de nouvelles initiatives, qui renforceront notre capacité collective à faire ainsi que notre intégration.

Le label pour les produits d'épargne européens constitue déjà un premier livrable de ce laboratoire, et d'autres sont en préparation. Ensemble, nous œuvrons à bâtir une Union européenne plus agile et toujours plus dynamique.

Programme

15h00 – Discours d’ouverture

Par M. Éric LOMBARD, ministre de l’Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (France)

15h10 - 15h40 – Table ronde n°1 : Mobiliser l’épargne pour financer la croissance et l’innovation en Europe

M. Thomas BUBERL, Directeur Général du Groupe Axa

M. Carlos CUERPO CABALLERO, Ministre de l’Économie, du Commerce et de l’Entreprise (Espagne)

M. Hector GRISI CHECA, Directeur Général de Santander

M. Gilles ROTH, Ministre des Finances (Luxembourg)

M. Andreas WIMMER, Directeur Général d’Allianz Asset Management

Modération: *Géraldine AMIEL*

15h45 - 16h15 – Table ronde n°2 : Financer les entreprises européennes dans la durée : comment et pourquoi ?

Mme Maria ABASCAL, Directrice générale de l’Association bancaire espagnole

M. Jörg ASMUSSEN, Directeur général de la Fédération allemande des assurances (GDV)

M. Peter JACOBS, Directeur général d’ING Pays-Bas

M. Slawomir KRUPA, Directeur général de Société Générale & Président de la Fédération bancaire européenne

Modération: *Géraldine AMIEL*

16h15 – Lancement du label « Finance Europe » et photo de famille

16h30 – Micro-tendu presse avec les ministres

CHIFFRES CLÉS

Les ménages européens génèrent une épargne abondante

Épargne financière des ménages européens : **35 000** milliards d'€

- **Plus de 1000** milliards d'€¹ de nouvelle épargne privée chaque année
- Taux d'épargne des ménages européens : **13,3%** (contre 7,9% aux Etats-Unis)

Mais ces masses d'épargne ne contribuent pas suffisamment au financement des entreprises européennes

Environ **50 % de l'épargne des ménages de l'UE** est placée sur des dépôts bancaires ou des produits liquides et garantis, au détriment des investissements en fonds propres, notamment en actions cotées, qui sont nécessaire pour financer nos entreprises

L'Union européenne représente **11%** de la capitalisation boursière mondiale, c'est-à-dire la valeur totale des entreprises européennes cotées en bourse, alors qu'elle représente **17,5%** du PIB mondial.

L'Europe exporte son épargne pour acheter des titres de dette étrangers et importe des financements en fonds propres nécessaires au développement de ses entreprises.

La taille de nos marchés d'actions devrait être supérieure de **60 %** à son niveau actuel.

¹ Source : Banque de France, <https://www.banque-france.fr/en/governors-interventions/mobilising-deadline-seizing-europes-moment>

Finance Europe

1. L'épargne en Europe : pourquoi avons-nous besoin du label *Finance Europe* ?

Les ménages européens détiennent un immense réservoir d'actifs financiers, estimé à près de 35 000 milliards d'euros, dont seule une part limitée est aujourd'hui orientée vers l'investissement de long terme et le financement de l'économie européenne. Selon le rapport de Christian Noyer² en 2024, seuls 11 000 milliards d'euros seraient investis avec une réelle perspective de long terme. Cet écart représente à la fois une perte d'opportunités d'investissement pour les ménages européens et un potentiel considérable de croissance pour nos entreprises encore inexploité.

Dans le même temps, l'Union européenne doit faire face à des besoins de financement massifs pour ses priorités stratégiques : transition écologique, innovation numérique, infrastructures critiques. D'ici 2030, ces défis nécessiteront un investissement supplémentaire estimé à 800 milliards d'euros.

Comblar ce fossé n'est pas seulement une question de compétitivité, c'est une question de souveraineté : il s'agit de réorienter nos flux d'épargne vers nos propres entreprises européennes. C'est dans cet esprit que la France et l'Espagne ont lancé conjointement une initiative visant à créer un label européen pour les produits d'épargne de long terme financant les entreprises européennes, avec l'ambition de rendre l'investissement de long terme plus visible et accessible pour les épargnants.

2. Qu'est-ce que le Label européen de l'épargne de long terme ?

Le label n'est pas un nouveau produit financier, mais un repère pour ceux qui souhaitent que leur épargne contribue de manière significative au financement des entreprises européennes.

Son objectif : offrir aux épargnants une boussole claire et fiable pour leurs choix de placements financiers à long terme.

Les principales caractéristiques du label :

- **Allocation européenne** : au moins 70 % des actifs doivent être investis dans l'Espace économique européen (EEE).
- **Univers d'investissement** : produits prioritairement investis en actions, pour contribuer au financement en fonds propres des entreprises européennes.
- **Horizon de long terme** : les produits labélisés doivent comporter une incitation à la détention de long-terme, avec, par exemple, une durée minimale d'investissement de 5 ans.
- **Pas de garantie publique en capital** : le label n'inclut pas de protection publique du capital. L'investisseur assume les risques associés, y compris celui de perte en capital.
- **Fiscalité** : toute incitation fiscale associée au label sera déterminée au niveau national, en fonction des politiques fiscales de chaque État membre.

3. Quels sont les objectifs du label ?

Le label répond à trois grands enjeux :

- **Pour les épargnants**, il constitue un repère simple et visible dans un marché de l'épargne complexe et fragmenté et une possibilité d'augmenter le rendement du capital qu'ils auraient autrement placé dans des fonds d'épargne à faible rendement. Il facilite l'identification et le choix de produits de long terme contribuant au financement de la croissance européenne.
- **Pour les entreprises**, il crée de nouvelles solutions de financements pour satisfaire leurs besoins
- **Pour les marchés de capitaux**, il encourage la mobilisation de l'épargne européenne vers l'investissement productif, contribuant à approfondir et intégrer les marchés financiers européens.
- **Pour l'économie**, il joue un rôle de levier pour orienter les capitaux privés vers les priorités clés pour l'Union européenne (transition verte, réindustrialisation, innovation technologique), sans solliciter de nouveaux financements publics. Il permettra au renforcement de la compétitivité.

Le label est également porteur d'opportunités pour les distributeurs et les institutions financières, en renforçant la visibilité des produits éligibles et en créant de nouveaux outils de communication alignés avec les objectifs européens communs.

4. Comment fonctionnera le label ?

Le label reposera sur une approche volontaire et décentralisée.

- **Qui délivre le label ?** Il sera autodéclaré par les acteurs de marché, c'est-à-dire les banques, les assurances et les sociétés de gestion, sur la base d'un référentiel commun.
- **Comment garantir sa crédibilité ?** L'échelon national sera le pilier de son intégrité : les autorités ou les agences nationales compétentes de chacun des Etats membres vérifieront le respect des critères du label.
- **Le label est-il contraignant ?** Bien qu'il soit volontaire, tout usage abusif ou non-conforme pourra entraîner le retrait du droit d'utiliser le label. Le label doit être appliqué en respect de la réglementation applicable pour la distribution des produits financiers.

5. Une initiative européenne intergouvernementale

Ce projet ne constitue pas une réglementation européenne, mais une initiative intergouvernementale coordonnée, ouverte à tous les États membres souhaitant y participer.

L'initiative est née du Competitiveness Lab (Laboratoire de compétitivité), une idée lancée par le Ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Entreprise de l'Espagne, Carlos Cuerdo en 2024. Il offre un cadre souple et collaboratif pour porter des réformes au service de la compétitivité européenne.

Le projet de label a fait l'objet de discussions avec une vingtaine d'États membres à différents niveaux, témoignant d'un intérêt fort pour bâtir une coalition en faveur de l'investissement privé de long terme. Les différentes composantes du secteur privé, notamment les distributeurs dans leur diversité, ont également été étroitement associés à sa conception.

CONTACT LABEL

[europeansavings-label@dgtresor.gouv.fr](mailto: europeansavings-label@dgtresor.gouv.fr)

CONTACTS PRESSE

Direction générale du Trésor

01 44 87 73 24

[presse@dgtresor.gouv.fr](mailto: presse@dgtresor.gouv.fr)



Retrouvez toutes nos actualités
sur [Direction générale du Trésor](#)
Abonnez-vous à notre [newsletter](#)